

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI ; la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Octobre 1967 - 5^{me} Année - N° 47

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-23 Marseille

Le langage des faits contemporains est révolutionnaire et ruine le mensonge démocratique et pacifiste

Commentant les faits récents de la politique mondiale, de la guerre du Vietnam à la révolte noire aux Etats-Unis, de la crise du Moyen-Orient aux appels à la guérilla lancés en Amérique latine, le journal "Le Monde", porte-parole du libéralisme bourgeois, écrivait sous le titre suggestif "Le temps de la violence" : « Vingt-deux ans après une guerre dont on pouvait penser qu'elle aurait saturé l'humanité de meurtres et de destructions, la violence semble avoir peu à peu reconquis droit de cité » (4-8-67).

Naturellement, pour le journaliste bourgeois, ce ne sont pas les contradictions incurables du capitalisme sorti vainqueur de la guerre qui ont partout "fabriqué des rebelles", mais seulement "l'injustice des gardiens de l'ordre" ou "l'immobilisme aveugle" des dirigeants. Quoi qu'il en soit, cet aveu mérite d'être relevé, parce qu'il rejoint nos prévisions d'il y a vingt ans et notre condamnation à mort de cette société issue de la deuxième guerre impérialiste. Mais bien loin de dénoncer les mensonges de la démocratie triomphatrice du fascisme, les libéraux bourgeois et stalinien se bornent à lancer un avertissement apeuré à la démocratie universelle : « Il est temps de prendre garde, conclut "Le Monde", la violence des nations, puissantes ou faibles, est un prodigieux encouragement à la violence des individus ou des groupes qui voient en elle leur seul espoir ».

Ici se manifeste toute la servilité du libéralisme et du paci-

fisme. Ce n'est pas tant la violence des nations qu'il redoute, mais la "violence des individus ou des groupes", c'est-à-dire la violence des classes opprimées contre leurs oppresseurs, une violence qui ne soit pas un simple appel au terrorisme et à la guérilla comme l'ont fait Che Guevara ou Stokely Carmichael, mais au contraire une violence qui sera l'expression d'une lutte de classe consciente et organisée contre le Capital. De cette forme de violence, nous sommes malheureusement bien loin. Cela n'empêche pas les défenseurs de la démocratie internationale d'en voir déjà les signes prémoniteurs dans l'incendie des grandes villes américaines, dans le massacre méthodique du peuple vietnamien et dans l'impuissance et la complicité des "Grands" du socialisme non seulement quand il s'agit de faire prévaloir la justice et le droit, mais même quand ils devraient défendre leurs alliés et leurs "frères".

Ce qui s'écroule sous les violences contraires des oppresseurs et des opprimés, c'est le temple de mensonges démocratiques élevé à la gloire du Capital sur les décombres de la guerre impérialiste. On nous disait à Moscou comme à Washington que la victoire sur le fascisme hitlérien éliminerait pour toujours la violence des rapports entre les nations et ouvrirait une ère de paix entre les peuples, dont l'O.N.U. serait le meilleur garant. Vingt ans de prétendue "coexistence pacifique" ont vu le déchaînement d'innombrables guerres colonia-

les que les peuples opprimés ont dû mener d'abord contre les vieilles métropoles européennes, ensuite — et avec toujours plus de difficultés — contre l'impérialisme américain mille fois plus puissant qui les a partout supplantés. On déclarait aussi que la constitution d'Etats nationaux indépendants dans les pays du Tiers Monde devait y assurer le progrès social et économique, le recul de l'impérialisme et la ruine du colonialisme. Les faits prouvent que ces nouvelles formations étatiques s'avèrent toujours plus incapables de résister aux pressions militaires et économiques de l'impérialisme dominant. Quant à la "révolution sociale" dans la majorité des pays arriérés, elle n'est pas plus avancée aujourd'hui qu'au lendemain de l'indépendance. Et Nasser a dû reconnaître que ce retard en Egypte comme dans les autres pays arabes fut une cause non négligeable de leur défaite devant Israël. Enfin, dernier mythe de la démocratie internationale qui s'effondre — on peut le dire — sous les coups de canons : on prétendait que l'essor du commerce mondial rapprocherait les nations, atténuerait entre elles les écarts de leur développement et affaiblirait le processus de concentration du capital en une poignée d'Etats impérialistes. C'est le contraire qui se vérifie chaque jour sous nos yeux. Ne parlons pas de la dégradation des rapports économiques entre pays arriérés et pays hautement industrialisés : ce fait est aujourd'hui reconnu par tous. Mais même au

sein des pays développés, l'aggravation de la concurrence, les perspectives ouvertes par le Kennedy Round laissent à la puissance du capital américain la part du lion dans la domination économique mondiale.

Malgré ces faits qui s'imposent aux hommes par la force des armes et avec l'inéluctabilité des lois économiques propres à l'impérialisme, malgré l'offensive de la réaction qui accule les masses opprimées à la révolte et au désespoir, malgré les dissensions et les ruptures du "camp socialiste" sur les lignes de failles des antagonismes mondiaux actuels (en Chine et en Amérique latine), les gardiens "socialistes" de l'ordre établi continuent à affirmer que l'impérialisme est entré depuis vingt ans dans sa phase de déclin et que l'humanité s'achemine infailliblement vers cet idéal de démocratie universelle qui fut le cri de guerre du dernier massacre impérialiste. Notre prévision sur le sort de la société issue de la deuxième guerre impérialiste fut qu'elle reproduirait à plus vaste échelle toutes les contradictions antérieures, qu'elle porterait à un niveau encore plus élevé la concentration du capital dans quelques métropoles gigantesques en particulier aux U.S.A. Ces prévisions ont été mille fois confirmées. Mais il vaut encore la peine de voir comment Moscou s'obstine à prouver le contraire.

Dans une récente brochure intitulée "La crise du capitalisme moderne", l'économiste

Russe Arzoumanian tente de démontrer le déclin de l'impérialisme dans le monde et, en particulier, de l'impérialisme américain. Il présente d'abord une série d'arguments classiques sur la croissance économique comparée du "camp socialiste" et de l'Occident, sur la victoire des mouvements d'indépendance nationale dans le Tiers Monde qui soi-disant aurait rétréci la zone d'influence de l'impérialisme. Ces arguments dérisoires que nous avons plus d'une fois réfutés n'ont plus besoin ici d'être longuement discutés. Plus intéressante est l'analyse faite par Arzoumanian de l'évolution des rapports économiques entre l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Il en arrive en effet à cette absurdité que la reconstruction d'après-guerre a affaibli l'impérialisme américain et ses positions dominantes dans le monde.

« En 10 ou 12 ans les Etats-Unis ont de plus en plus perdu et continuent de perdre leurs positions économiques. Leur part dans la production mondiale et dans les exportations mondiales a sensiblement diminué. En 1948, la part des Etats-Unis dans la production industrielle du monde capitaliste représentait environ les 3/5 et en 1960, un peu plus des 2/5. Dans la même période la part américaine dans les exportations capitalistes est passée de 1/3 à moins de 1/5. Si auparavant la monnaie des Etats de l'Europe occidentale était dans la position la plus difficile, maintenant, les Etats-Unis traversent une crise dans la balance des paiements. Les premières années d'après-guerre, le dollar était la monnaie capitaliste la plus solide et maintenant il est à la limite de la dévaluation » (A. Arzoumanian : "La crise du capitalisme contemporain" p. 123).

Voilà ce qu'Arzoumanian appelle "l'affaiblissement de l'impérialisme américain". Il compare la position industrielle, commerciale et monétaire des U.S.A. et celle de l'Europe ruinée dans l'immédiat après-guerre et aujourd'hui pour conclure que s'est affaibli le monopole de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale. Mais pour les besoins de sa cause, il néglige deux faits : 1) c'est le capital américain qui, après la guerre, a relancé l'appareil productif de l'Europe ; 2) il ne dit pas quelle place occupe aujourd'hui ce même capital financier américain en Europe comme dans le reste du monde. Or, comme Lénine nous l'a enseigné, plus que la production et la vente de marchandises, plus que la vieille orthodoxie financière, c'est l'exportation des capitaux et la spéculation effrénée sur le capital qui est le signe distinctif de l'impérialisme. Arzoumanian juge de la santé ou de la crise du capitalisme américain à l'aide des vieux critères de l'économie libérale et du point de vue depuis longtemps dépassé de l'économie nationale.

Les désillusions du "socialisme algérien" : Mythe socialiste ou réalité impérialiste ?

"Mythes et réalités dans les apports économiques entre pays industrialisés et pays sous-développés", tel est le titre éloquent d'un article publié par le quotidien algérien *El Moudjahid* des 3, 4 et 5 septembre.

En plein vaudeville de la "mobilisation" (Ah ! qu'il est bon d'être martial lorsque la guerre est loin !) la petite-bourgeoisie algérienne est en veine d'effusions. Hier encore pleine d'espérance, elle se demande aujourd'hui sur un ton larmoyant : quel est le bilan de cinq années d'indépendance ? Et elle se répond à elle-même : rien, absolument rien sinon « une étroite dépendance financière, commerciale, technique et technologique » à l'égard des gran-

des métropoles capitalistes. Les mécanismes économiques qui ont permis l'exploitation des pays coloniaux « n'ont subi aucune modification notable quant à leur finalité ». Voilà où nous en sommes et pourtant, après tant de souffrances, nous aurions droit à un tout autre traitement, s'exclame-t-elle indignée. Sans vaine commisération pour les malheurs de la petite-bourgeoisie algérienne, voyons ce qui provoque son indignation.

Les ressources apportées par les exportations sont dérisoires, elles ne suffisent pas à financer les importations nécessaires à l'industrialisation et mettent même quelquefois en péril l'approvisionnement régulier en produits de première nécessité. « La cause constamment dénoncée dans les enceintes internationales par les représentants des pays en voie de développement, en est que leurs richesses naturelles et leurs productions primaires sont exportées à vil prix vers les pays industrialisés, tandis qu'ils paient au prix fort les produits manufacturés importés de ces mêmes pays ». Après tant de bavardages d'une "gauche" européenne crétinisée sur les "grandes conquêtes révolutionnaires" des pays du "tiers monde", la "triste réalité", comme dit l'auteur de l'article, est que les pays

libérés du colonialisme exportent des matières premières à vil prix pour importer en échange des produits manufacturés grassement payés.

C'est précisément là le système imposé par le marché mondial, et il ne peut en aller autrement dans une société fondée sur les rapports de production bourgeois. En effet, il est indispensable pour le capitaliste d'acheter à bon marché pour revendre cher : c'est sa fonction comme son but. D'autre part, il est essentiel pour les pays industrialisés de disposer des matières premières au prix le plus bas possible. Une diminution du prix des matières premières commande en effet une augmentation correspondante du taux de profit. Enfin, le bas prix des matières premières conjugué à l'amélioration technique continue des instruments de production et à l'intensification de l'exploitation de la force de travail permettent d'obtenir des produits à bon marché que l'on pourra répandre partout en forçant la concurrence. Dans le *Manifeste des communistes*, Marx n'écrivait-il pas : « Le bas prix de ses marchandises est la plus grosse artillerie avec laquelle elle (la bourgeoisie) démolit toutes les murailles de Chine et obtient la capitulation des barbares

les plus opiniâtrement xénophobes » ? Il n'est pas besoin d'aller chercher plus loin pour comprendre l'action des Etats à grand développement industriel pour maintenir au plus bas le prix des matières premières minérales et organiques.

Face à cela, nos petits-bourgeois récriminent : « L'indépendance de notre pays n'a rien changé au fond des choses : car, en jouant sur les prix et les contingents admis sur le marché français, nos partenaires s'arrangent pour qu'il ne reste aujourd'hui en Algérie que juste de quoi couvrir les salaires des travailleurs. Les résultats rémunérateurs et les nouvelles sources de financement ainsi dégagées, continuent, comme par le passé, à suivre l'économie française ». Le discours, comme il est bien clair, s'adresse surtout ici aux travailleurs algériens : ne vous plaignez pas des bas salaires, nous n'y sommes pour rien puisque ce sont les Français qui empêchent tous les profits. Il ne nous reste, à nous, que bien peu. Au travail donc, et sans rechigner ; nous nous occupons de notre côté du bien de la nation ! (voir à ce propos nos articles sur "l'Algérie après l'indépendance", *Le Prolé-*

(Suite en page 2)

(Suite en page 4)

PERMANENCES A MARSEILLE

Le vendredi 6 octobre et le vendredi 20 octobre, de 17 h. 30 à 19 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

(Suite de la 1re page)

re n° 28 et 29, où nous dénoncions les illusions nées de l'indépendance nationale).

En ce qui concerne l'accord sur les hydrocarbures (juillet 65) ignoré par le cartel anglo-saxon et saboté même par les directeurs des sociétés pétrolières installées en Algérie, l'article demande timidement qu'il soit respecté et que les opérations économiques tiennent compte des intérêts des deux parties : « Faut-il rappeler que c'est sur la base de l'équilibre des intérêts des parties que doit s'effectuer l'application des textes ? » Magnifique ingénuité ! Où est donc l'équilibre des forces entre le puissant Etat français et le frère Etat algérien ?

Les mésaventures des nouveaux Etats indépendants ne s'arrêtent pas là. L'aide aux pays sous-développés n'est qu'une imposture, orientent leurs dirigeants ! Il s'agit bien d' "aide" en effet ! Sur le plan des faits l'on s'aperçoit vite que derrière cette prétendue assistance agit le même égoïsme néo-colonialiste : le prêt consenti voit, dans la plupart des cas, son effet annulé par les charges croissantes de la dette ; pour le pays emprunteur, cela se traduit par l'effondrement de sa capacité de paiement à l'extérieur et une plus grande dépendance à l'égard du capitalisme international ; tandis que l'investissement consenti aboutit souvent à consolider ou à asseoir de nouveau la domination des monopoles étrangers. Tout se passe comme si cette fameuse politique d'aide n'offrait de choix qu'entre le pillage systématique des peuples anciennement subjugués ou le prêt usuraire, ce qui revient au même. Dans l'un et l'autre cas, l'objectif demeure inchangé : maintenir ces derniers dans la dépendance économique afin de restaurer sous d'autres formes la suprématie politique perdue. »

En laissant de côté l'idiotie sur l' "égoïsme néo-colonialiste", c'est bien ce que nous n'avons cessé de dire depuis des années contre tous les *Candide* prétendant que la formation d'Etats politiquement indépendants aurait réduit les profits des pays capitalistes et porté un coup formidable aux monopoles internationaux. Comment ne pas voir en effet dans tout cela une écrasante confirmation du fait qu'à l'époque impérialiste il n'y a plus place pour un développement économique des pays sous-développés

Mythe socialiste ou réalité impérialiste ?

propre à entamer la puissance des grands monopoles ? Comment ne pas comprendre que pour les pays ex-coloniaux la lutte pour l'émancipation économique et sociale ne peut être menée sur le plan national, mais bien à l'échelle internationale et à la manière prolétarienne ? Notre parti a montré avec insistance qu'à l'époque impérialiste on ne pouvait mettre fin à l'oppression implacable des pays arriérés par les pays hautement industrialisés qu'en détruisant la base même qui la provoque, c'est-à-dire les rapports de production capitalistes internationaux. Là se trouve la clé du problème, et non dans la dénonciation morale de l' "égoïsme néo-colonialiste".

La théorie du prétendu "néo-colonialisme" doit être radicalement dénoncée comme réactionnaire et petite-bourgeoise, tout comme les théories sur le "néo-capitalisme" (voir *Programme communiste*, n° 19). Elles ne donnent aucune explication scientifique du processus historique qui a donné naissance à la période colonialiste du capitalisme, pas plus qu'une explication sur le capitalisme lui-même. En dernière analyse, leur fond se ramène à ceci : le capitalisme peut continuer à vivre, pourvu qu'il cesse d'être colonialiste, oppresseur, exploiteur, pourvu qu'il devienne respectable.

Poursuivant sur sa lancée, l'article dont nous nous occupons découvre une "structure néo-colonialiste du commerce mondial". En fait, le commerce mondial n'a rien de nouveau et il suffit de laisser la parole à Marx pour le décrire :

« La grande industrie a fait naître le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. Le marché mondial a donné une impulsion énorme au commerce, à la navigation, aux voies de communication. En retour, ce développement a entraîné l'essor de l'industrie. A mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer prirent de l'extension, la bourgeoisie s'épanouissait, multipliant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le moyen-âge. Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit

s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations. En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie. Les vieux métiers nationaux sont détruits, ou le seront bientôt. Ils sont détrônés par de nouvelles industries, dont l'adoption devient un problème vital pour toutes les nations civilisées et qui emploient des matières premières provenant, non plus de l'intérieur, mais des régions les plus éloignées. Les produits industriels sont consommés non seulement dans le pays même mais dans toutes les parties du monde. Les anciens besoins satisfaits par les produits indigènes, font place à de nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. L'ancien isolement et l'autarcie locale et nationale font place à un trafic universel, une interdépendance universelle des nations. »

Mais vous, messieurs les dirigeants du "tiers monde", lorsque vous parlez de « structures néo-colonialistes » du commerce, vous faites sans aucun doute allusion au fait que vous jouez les cousins provinciaux lorsque vous faites des affaires avec vos compères du "premier" ou du "deuxième" monde. Et c'est là la raison de votre désappointement. Ces prétendues "structures néo-colonialistes" du commerce mondial ont toujours caractérisé le commerce impérialiste, bien avant que vous n'apparissiez comme comparses sur la scène historique. Ce sont celles que Lénine a décrites de façon classique dans son *Impérialisme*. Mais vous, parce que vos intérêts l'exigent, vous mélangez tout, vous brouillez tout. Vous hurlez un jour contre l'impérialisme, le lendemain contre le néo-colonialisme, le surlendemain contre le néo-capitalisme, selon votre humeur... économique. Mais vous n'en envoyez pas moins vos représentants frapper à la porte des grandes banques. Plusieurs fois, les mandataires du respectable M. Boumediène se sont rendus à Washington pour obtenir des prêts de la B.

I.R.D. et la dernière fois peu de semaines avant le fameux 5 juin. Cela permet de juger votre anti-impérialisme : dépit et rage impuissante.

Jusqu'ici, nous étions restés en Occident. Voyons maintenant si les choses vont mieux avec l'Orient. Hélas non : là aussi les rêves de commerce équitable que l'on caressait ont fondu comme neige au soleil. Le mieux est de citer intégralement ce que cette désillusion dicte à *El Moudjahid* :

« La politique d'aide pratiquée par les pays socialistes industrialisés n'apparaît pas en principe comme hostile à l'industrialisation des pays sous-développés. Cependant, on ne peut s'empêcher de relever à leur endroit des pratiques fort dommageables pour le crédit qu'ils ont su acquérir à nos yeux grâce à l'idéal social qu'ils professent et à leur solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance.

« Il y a de quoi, en effet, s'interroger sur l'efficacité de l'aide qu'ils nous accordent, si, pour ce faire, ils recourent aux normes capitalistes et néo-colonialistes. S'agissant des prêts, l'on est à l'aise de faire remarquer que, si leur taux d'intérêt est inférieur à celui des néo-colonialistes, le coût des produits manufacturés importés est nettement supérieur au coût international, d'autant que la qualité est souvent inférieure à celle des produits analogues d'importation occidentale. Que les pays socialistes amis veuillent bien noter qu'il leur est malaisé de conquérir des marchés en pays industrialisés, vu la compétition féroce qui s'y donne libre cours. Mais alors ! Que les encouragements qu'ils trouvent chez nous ne soient pas pour eux l'occasion de se comporter et de traiter comme l'un quelconque des pays capitalistes. Il est aussi pénible de faire observer que l'assistance technique qu'ils nous consentent est souvent évaluée selon les tarifs pratiqués par les pays occidentaux. Cela étant, comment peut-on, d'une part, dénoncer la dégradation continue des termes de l'échange entre les pays développés et les autres qui le sont moins, et, de l'autre, continuer à traiter avec ces derniers selon précisément les

coûts et les normes générateurs de cette même dégradation ? »

Après de telles révélations, ce serait l'occasion d'interpeller les divers partis "communistes" européens : qu'avez-vous à répondre, aujourd'hui que la vérité sur l'impérialisme russe est proclamée par un pays qui se prétend lui-même socialiste et que vous-mêmes présentez comme le plus "révolutionnaire" des pays afro-asiatiques ? Mais nous savons aussi que ce serait inutile : il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre !

Revenons-en donc à nos malheureux "tiers-mondistes". Amis socialistes de l'Est, s'écrient-ils, vous vous êtes acquis un grand crédit parmi nous à cause de votre "idéal social", mais vos méthodes économiques et commerciales laissent vraiment à désirer. Certes, vous nous concédez des prêts à un taux plus faible que l'Occident, mais hélas vos produits sont non seulement de faible qualité, mais encore d'un prix supérieur à celui du marché mondial. Quant à l'assistance technique, la vôtre ne diffère guère de celle des capitalistes. Ne voyez-vous pas que les rapports que nous nouons avec vous entretiennent en nous la même angoisse que ceux que nous imposent les occidentaux égoïstes et avides ?

Mais c'est assez. Ces petits-bourgeois qui, d'un côté, s'étonnent de ce que les "pays socialistes", malgré leur "idéal", les traitent de la même manière que les pays capitalistes, savent bien, d'un autre côté, exploiter durement, malgré leur "idéal", leurs propres ouvriers. Ce mythe du socialisme oriental auquel ils sont contraints de ne plus croire, ce sont eux aussi qui l'alimentent pour tromper les masses qu'ils exploitent. Nous ne les plaindrons donc pas ; nous leur souhaitons au contraire que leurs travailleurs démasquent leurs mensonges "socialistes" et se dressent contre eux au nom du socialisme révolutionnaire.

En attendant, ce qui s'écroule c'est le mythe du "socialisme" de l'Est comme celui du "tiers monde", laissant apparaître la réalité partout présente des rapports de production capitalistes. Pour en venir à bout, il faut autre chose que l'indépendance nationale : la révolution communiste internationale unissant les prolétaires des "trois" mondes !

Tout à la joie de voir la France qu'ils vénèrent emprunter, par son "ouverture à l'Est", la voie diplomatique qu'ils préconisent depuis si longtemps, les "communistes" ont donné dans *L'Humanité* un compte rendu plein de bienveillance du voyage de de Gaulle en Pologne. L'antagonisme entre les classes ayant depuis longtemps disparu de leur horizon mental et la France ne pouvant être, pour eux comme pour de Gaulle, que la "Nation-modèle", un bien commun au prolétaire exploité et au bourgeois exploiteur, ils ne pouvaient manquer de s'écrier : « Enfin ! », en écoutant le commis-voyageur grandiloquent de l'Etat impérialiste français célébrer l'amitié franco-polonaise.

Mais hélas, la plus attendrissante des idylles a elle aussi ses nuages. La France-éternelle gaullienne qui est, quoi qu'il en soit des particularités pittoresques du verbe de son porte-parole officiel, la France bien réelle du capital, ne correspond pas toujours au mythe de la France-éternelle de nos patriotes de *L'Humanité*. (Etant bien entendu que le mythe sert néanmoins fort efficacement les intérêts réels du pays réel). Aussi nos "communistes" jugent-ils « regrettables » certaines « formules pour le moins déplacées » du chef de l'Etat. N'a-t-il pas dit que la coopération (avec la Russie, bien entendu) ne devait pas être « l'absorption par quelque énorme appareil étranger », n'a-t-il pas demandé aux Polonais de voir « un peu plus loin, un peu plus grand peut-être que ce qu' (ils ont été) obligés de faire jusqu'à présent » ?

LA POUSSEE VERS L'EST DU CAPITAL EUROPEEN

L'indignation, tempérée il est vrai, de nos communistes, ne manque pas de sel. En somme qu'espéraient-ils ? Qu'il se déplace si loin pour encourager gratis le nationalisme virulent (mais sans doute "socialiste" ?) des Polonais ? Faudra-t-il expliquer à nos farouches opposants que le général est un homme d'Etat bourgeois et qu'il voyage donc pour affaires ? Quelles sont ces affaires ? Le jeu diplomatique le plus subtil ne peut réussir à les dissimuler. Il s'agit avant tout d'ouvrir la voie aux marchandises et aux capitaux de l'Europe du Marché commun qui, face à la redoutable concurrence du géant américain, doit à tout prix trouver de nouveaux débouchés et louche avec envie sur les marchés de l'Est où, justement, le concurrent est presque complètement absent (en 1966, la C.E.E. a exporté pour 1.720 millions de dollars vers les démocraties populaires européennes, soit un peu plus du tiers des exportations de l'U.R.S.S. vers ces mêmes pays, tandis que les U.S.A. y exportaient pour 158 millions seulement).

Mais, bien sûr, l'envie ou l'intention ne suffisent pas, encore faut-il que la possibilité existe. Or, elle existe en effet. Non pas parce que Monsieur de Gaulle, vénérable sire, aurait tenté d'entraîner la Pologne dans le sillage des pays de l'Ouest par ses « propos déplacés », mais bien parce que le défunt "bloc socialiste" se désagrège sous l'effet de ses propres contradictions, en particulier sous l'action des antagonismes nationaux qu'il n'a fait qu'entretenir, précisément parce qu'il n'est en rien socialiste. Les étapes de cette désagrégation sont bien connues, depuis la révolte hongroise de 1956 jusqu'à la rupture fracassante entre les deux "Grands", U.R.S.S. et Chine, et à la fronde de la petite Roumanie.

Les « propos déplacés » de de Gaulle ne l'étaient donc point tellement...

En tout cas, les milieux officiels allemands, eux, n'ont pas trouvé trop « déplacés » les discours du général sur le caractère définitif de la frontière Oder-Neisse. C'est que, — et là l'ironie de l'histoire fait mouche aussi bien sur nos "communistes" doublement patriotes que sur le rédempteur messianique de la "grandeur française" — c'est que la diplomatie française, qu'elle le veuille ou non, ouvre la voie à la pénétration économique du marché commun, c'est-à-dire en définitive à l'industrie de la République fédérale allemande, la plus puissante, la plus productive, celle qui est le plus tournée vers les marchés extérieurs. « L'intendance suivra », sans doute, mais ce ne sera pas celle qu'attendent nos patriotes de droite ou de gauche ! Les milieux du grand capital allemand sont bien conscients, de leur côté, de cette nécessité d'exporter vers l'Est, et ce n'est certes pas pour rien qu'un "socialiste" a été promu ministre des Affaires étrangères.

L'Allemagne de l'Ouest est le second exportateur du monde derrière les U.S.A., qu'elle talonne de près dans le domaine industriel (en 1966, 20.135 millions de dollars d'exportations pour la R.F.A. contre 30.015 pour les U.S.A. ; mais si l'on ne considère que les produits manufacturés, on obtient respectivement 18.018 millions et 19.120 millions, soit deux chiffres extrêmement rapprochés). De plus, son industrie de transformation travaille dans une très forte proportion pour le marché mondial, 45 p. cent du total environ, et elle s'y heurte aux U.S.A. dont les entreprises plus vastes, à la productivité plus élevée, aux réserves financières incomparablement plus importantes, imposent des prix relative-

ment bas et par là même une baisse des profits pour les exportateurs allemands. Aussi tournent-ils leurs regards avec espoir vers le marché de l'Europe orientale, sur lequel ils ne craignent guère la concurrence de l'industrie russe, peu compétitive, mais seulement celle de l'Allemagne de l'Est.

La morale de l'histoire est bien claire. L'économie capitaliste mondiale ne peut procéder qu'au travers d'une concurrence grandissante, simple reflet de l'anarchie foncière du mode de production capitaliste et signe avant-coureur de crises et de guerres. Les bourgeois le savent et s'y préparent. Les opportunistes "communistes", eux,

font l'autruche et continuent de rabâcher leur rengaine sur les bienfaits d'un accroissement des échanges commerciaux entre les pays et avec les pays "socialistes" surtout, quitte à trouver « déplacées » les conséquences naturelles et inévitables de la politique qu'ils préconisent eux-mêmes.

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le numéro de juillet - septembre est paru

Au sommaire :

- Mensonges progressistes et réalité capitaliste
- Révolution culturelle : révolution bourgeoise !
- Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie.
- La vie du Parti.
- A une lectrice algérienne partisan de la stratégie anti-impérialiste de "Che" Guevara.
- Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien ?
- Du droit démocratique à l'inconséquence.

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Proletaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 2,5 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec "Le Proletaire" : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F (200 F.B.).

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.P.

STALINISME et TROTSKISME

Nous avons montré dans notre numéro précédent que l'expression "démocratie prolétarienne" n'avait nullement chez Lénine la signification formelle, absolue, idéaliste que lui donne en général la critique antistalinienne. Du point de vue programmatique cette formule exprime simplement la tendance à la participation la plus large de toute la population aux tâches les plus diverses de l'organisation de la vie collective dans le cadre de la dictature victorieuse des classes exploitées. Elle désigne donc un stade qui, dans la doctrine marxiste, relève déjà de la phase du dépérissement de l'Etat que la Russie d'octobre 17, arriérée et isolée, était bien loin de pouvoir même aborder. Du point de vue politique, la "démocratie prolétarienne" selon Lénine, donne acte, avant tout, de ce que deux classes sont au pouvoir, et non pas une seule, dans la Russie révolutionnaire : le prolétariat et la paysannerie. Le contenu social et historique réel de cette "démocratie" ne se concilia d'ailleurs pas longtemps avec son enveloppe formelle. Si l'immense masse paysanne était intéressée à la survie du pouvoir soviétique, au moins aussi longtemps que la contre-révolution blanche menaçait et que le retour du propriétaire terrien noble demeurait

possible, les partis traditionnels de cette paysannerie, contaminés par l'opportunisme dominant dans la Deuxième Internationale, ne pouvaient rester bien longtemps dans le camp révolutionnaire. Leur élimination rapide, qui laissa le pouvoir aux mains des seuls bolcheviks, confirmait qu'à l'époque impérialiste, et même dans un pays arriéré où le prolétariat n'est pas la seule force sociale "insurrectionnaliste", il ne peut exister qu'un seul parti capable de conduire à terme une révolution sociale.

C'est là une leçon fondamentale dont le trotskisme a inversé les enseignements puisque, sous couvert de prévenir dans le futur toute dégénérescence de type stalinien, il préconise aujourd'hui la pluralité des partis dans la dictature prolétarienne. Cette position comporte implicitement une appréciation rétroactive selon laquelle cette pluralité, maintenue ou restaurée à temps, eût

sauvé l'Etat prolétarien russe. Certains sont allés jusqu'à écrire que Lénine, sur les derniers jours de sa vie et face à la montée envahissante de la bureaucratie du parti, se serait rallié à cette ressource ultime et désespérée. En soi, cela n'aurait pas grande signification : le timonier d'un navire en détresse peut bien envisager n'importe quelle forme de sauvetage. L'aberration, par contre, aujourd'hui qu'il n'y a plus rien à sauver de la réalisation historique russe, c'est de prétendre tirer de sa phase descendante une leçon qui contredit le plus grand enseignement de sa phase ascendante.

Quoiqu'il en soit, l'interprétation trotskyste de la contre-révolution stalinienne la réduit à une simple manœuvre de palais qui aurait bafoué la démocratie prolétarienne au profit d'une "Caste bureaucratique privilégiée". La pauvreté de cet argument, d'ailleurs

terriblement mis à mal par l'évolution russe actuelle, découle essentiellement de la méthode d'analyse qu'il présuppose, une méthode qui transforme en donnée historique objective un terme d'agitation et de propagande valable pour un moment déterminé dans la lutte désespérée menée par l'opposition russe contre Staline. On ne saurait s'en contenter après un demi-siècle de recul, pour rendre compte d'une contre-révolution aussi colossale que celle qui a réduit à néant le plus grand soulèvement révolutionnaire du prolétariat moderne. Si la phalange bolchevique ne pouvait triompher seule des obstacles nationaux au socialisme russe, les seuls intérêts mesquins des gratte-papier et aventuriers politiques soviétiques ne suffisaient pas davantage à venir à bout de l'extraordinaire élan de la révolution d'Octobre. Le véritable adversaire social de cette révolution était international. Tout adversaire intérieur devait nécessairement et en dernière analyse travailler pour son compte, même s'il lui fallait d'abord apparaître sous le jour trompeur d'un triomphateur grand-russe, héritier des méthodes sanglantes, quasi-asiatiques, de la vieille Russie.

Déterminisme historique ou illusions démocratiques ?

Lénine avait coutume de dire que s'il était relativement facile de prendre le pouvoir en Russie, il était autrement difficile de le conserver : les mêmes conditions historiques et sociales qui s'étaient révélées propices à la victoire politique et militaire de la révolution d'Octobre étaient devenues par la suite autant d'obstacles à son affirmation socialiste. La Russie tsariste et semi-féodale "attendait" depuis des décennies une révolution démocratique, bourgeoise, que la bourgeoisie russe, tout au long du XIX^e siècle, s'était avérée impuissante à réaliser. En Russie, la seule classe capable d'accomplir une révolution, quelle qu'elle soit, était le prolétariat. Au sein du parti ouvrier social-démocrate russe, la fraction bolchevique se battit pour que cette révolution soit prolétarienne, socialiste et non pas simplement bourgeoise et démocratique comme le voulait l'autre fraction du parti, celle des mencheviks conquis aux idées réformistes déjà toutes puissantes dans la Deuxième Internationale. L'arriération du pays, la présence d'un prolétariat peu nombreux, mais extrêmement concentré, les revendications insatisfaites d'une paysannerie que l'abolition du servage n'avait que davantage affamée, faisaient de la Russie des tsars une chaudière en continuelle ébullition. Une première tentative révolutionnaire, en 1905, avait ébranlé sans l'abattre l'édifice verrouillé. Ce fut la guerre impérialiste mondiale de 1914 - 1918 qui, selon l'expression imagée de Lénine, devint "l'accélérateur vigoureux", le "régisseur tout-puissant" d'une nouvelle insurrection massive, et celle-là victorieuse, en 1917.

Nous ne ferons pas ici la description du monceau de ruines qui échet en héritage au pouvoir bolchevique après deux guerres, l'une étrangère, l'autre civile, et sur lequel, aux dires de Staline il était possible de "construire le socialisme" dix ans plus tard. Nous voulons seulement souligner l'aspect essentiel, déterminant, de la perspective bolchevique, sans la connaissance duquel rien ne peut être compris de la tragédie russe. Pour Lénine et les bolcheviks — y compris Staline à l'époque —, la prise du pouvoir politique par le prolétariat en Russie ne pouvait être que le premier acte d'une révolution internationale, au moins européenne, dont la victoire pouvait seule garantir le maintien du pouvoir prolétarien russe d'abord, la transformation socialiste de l'économie russe ensuite. Se borner à étudier la politique bolchevique dans le cadre des "possibilités russes", c'est donc ignorer totalement la signification et l'enjeu de la révolution d'Octobre. Déterminer les vicissitudes de cette politique, les fautes commises et les

trahisons perpétrées, sans tenir compte que ce n'était pas là, en Russie, mais bien sur les champs de bataille sociaux de la lutte de classe en occident que se jouait le "round" décisif du match gigantesque entre prolétariat mondial et capitalisme mondial, c'est se condamner à ne pouvoir tirer aucune leçon utile de la terrible défaite dont le prolétariat, cinquante ans après, n'est pas encore sorti.

L'aspect le plus incohérent de la critique trotskyste du stalinisme c'est précisément qu'elle admet, d'une part, l'existence dans la Russie d'Octobre de puissants facteurs économiques et sociaux hostiles au socialisme, leur rôle déterminant dans l'étouffement de toute vie politique collective, leur incidence fatale sur l'évolution du parti bolchevique, tout en prétendant

d'autre part que, toutes conditions demeurant égales, d'autres mesures politiques intérieures eussent pu sauver la révolution. En réalité la seule chose qui eût pu le faire eût été l'offensive générale du prolétariat international et la victoire du communisme dans l'Allemagne développée. Ici notre objet n'est pas tant d'expliquer pourquoi cette victoire ne survint pas — ce que le lecteur peut facilement trouver dans l'ensemble de notre matériel — que de mettre à nu la nature sociale et la fonction historique de la force politique qui a germé sur cette carence. Il s'agit d'éviter l'erreur capitale qui consiste à voir dans la dégénérescence du parti et de l'Etat russes la "cause première" d'un phénomène monstrueux, le stalinisme, au lieu de l'étudier comme manifestation pathologique, dans le mouvement ou-

vrier international, de l'échec de la révolution communiste européenne. La première méthode conduit les trotskystes à préconiser a posteriori des "solutions" imaginaires et à recourir, comme il est classique dans ces cas, à la détestable superstition démocratique selon laquelle la masse inavertie et impuissante, ou pis encore, les partis éliminés par la révolution, pourraient réussir, par simple vertu collective, le tour de force que l'organisation la plus achevée, la plus consciente, la plus disciplinée de la classe ouvrière — le parti bolchevique — avait manqué. Une conception qui ne sauve plus rien, pas même les enseignements positifs de la révolution battue, mais compromet la préparation de la révolution à venir.

La clé historique de la révolution et de la contre-révolution

Toute étude sérieuse des événements russes entre 1917 et 1927 doit aboutir à des conclusions sévères, mais qui n'infirment pas pour autant la méthode et l'acquis marxistes. La première de ces conclusions c'est qu'après la destruction de l'Etat tsariste, dernier obstacle en Russie au développement des rapports capitalistes de production, l'économie russe devait nécessairement passer par une phase d'accumulation de capital et de développement du marché intérieur. Le passage par cette phase, condition indispensable d'un futur socialisme, était d'autant plus impérieux et urgent que la guerre civile et étrangère avaient ruiné l'économie et que le capitalisme, selon l'expression même de Lénine, y repartait à zéro. L'autre conclusion, celle que l'histoire a vérifiée de la façon la plus dramatique, est la suivante : en cas d'échec de la révolution communiste européenne qui devait "relayer" la révolution russe, l'Etat issu de la victoire d'Octobre devait fatalement, par un moyen ou par un autre, mettre sa propre nature sociale en accord avec la nature des rapports économiques en voie de développement en Russie, c'est-à-dire, en d'autres termes, se transformer, d'une manière plus ou moins violente et plus ou moins rapide, en Etat capitaliste avec toutes les fonctions inhérentes à ce type d'Etat.

Il ne s'agit pas là d'une "interprétation", d'une opinion arbitraire ou hypothétique. Non seulement ces conclusions se vérifient à l'examen de toute l'évolution politique et économique russe depuis quarante années, mais encore sont-elles en parfait accord avec la théorie marxiste du socialisme, selon laquelle ce nouveau système de production et d'organisation de la vie sociale n'est possible que sur la base du travail

associé et de la haute technique productive, c'est-à-dire par l'utilisation de toutes les conquêtes historiques du capitalisme. Lorsque cette base est incomplètement ou imparfaitement édiflée en un point quelconque du globe où l'histoire, sans s'arrêter à cette particularité, appelle en quelque sorte la seule classe révolutionnaire à prendre la direction de la société, il faut bien que cette classe, d'une façon ou d'une autre, prenne en charge la réalisation des conditions préalables du socialisme. Tout le "mystère" de la contre-révolution stalinienne et de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe se ramène à l'élucidation des conditions politiques dans lesquelles cet Etat, en l'absence de l'expansion de la révolution communiste internationale, a rempli cette tâche.

L'historien, même le plus consciencieux, est en général déconcerté par les formes prises par la lutte à mort que se livrent les staliniens et l'opposition de gauche russe, et il est bien vrai qu'aucun précédent ne peut être invoqué dans l'histoire du mouvement ouvrier. Pourtant, avec le recul, la "clé" des différentes séquences de cette lutte peut être donnée d'une façon assez concise. L'aspect politique est le plus immédiatement saisissable et c'est le seul qui ait une importance générale déterminante. Personne ne s'y trompa à l'époque. Quelles que soient ses faiblesses, qui s'estompent du reste au regard de l'histoire devant la grandeur de la cause que défendaient ses militants et leur héroïsme, l'Opposition de gauche continuait la ligne et la tradition d'Octobre ; elle se considérait donc et agissait effectivement comme un détachement local du mouvement communiste international ; refusant d'accepter comme définitifs les reculs et les défaites de la révo-

lution internationale, elle continuait de militer pour son avènement, sachant bien que c'était là le but même de communistes véritables, qu'ils ne pouvaient abandonner sans trahir irrémédiablement le communisme, et aussi la seule chance de salut de l'Etat socialiste en Russie. Le centre stalinien, au contraire, reconnaissait la victoire de l'ennemi de classe dans le monde et s'y résignait ; cette abdication, qui rendait la défaite communiste aussi générale et aussi profonde que possible, emprisonnait du même coup l'Etat soviétique dans les frontières d'une Russie arriérée où tout manquait, du point de vue économique, social ou même "culturel", pour faire même seulement quelques pas en direction de la société socialiste.

Que cette déroute de l'Etat socialiste capitulant devant les forces intérieures anti-socialistes et surtout les forces extérieures de la conservation capitaliste, se soit opérée au nom du "socialisme dans un seul pays" montre que, s'il fallait

Les forces intérieures de la contre-révolution

La plupart des censeurs contemporains de la politique bolchevique se sont acharnés, imitant les trotskystes, à rechercher à quel moment et à partir de quelle mesure intérieure le programme socialiste a été abandonné en Russie. La seule réponse correcte, dont la brutalité contraint à rechercher ailleurs l'explication de la contre-révolution stalinienne, est celle-ci : à aucun moment, aucune des mesures économiques adoptées par l'Etat soviétique n'a été socialiste. Seules sont socialistes les mesures qui, strictement selon Marx ("Critique du programme de Gotha" ; 1875), visent à abolir le salariat et le marché. Or le programme

bien payer encore un maigre tribut au langage d'octobre ("socialisme"), le sens profond du tournant résidait justement dans le caractère national que prenait l'Etat ("dans un seul pays") en tournant définitivement le dos à toute perspective socialiste, internationaliste par nature. Seuls ceux qui n'ont pas compris que la lutte décisive entre la Gauche et le Centre se jouait sur le terrain politique et à l'échelle internationale pourront s'étonner de ce que Staline, l'anti-industrialisateur et l'ami du kouлак, ait pu devenir, par la suite, le champion des plans quinquennaux et de la "dékolakisation", reprenant à son compte, au moins en ce qui concerne l'industrialisation et la planification, mais à la manière confuse, contradictoire et même chaotique qui caractérise l'opportuniste réaliste, le programme économique proposé par l'Opposition de gauche.

L'individu - Staline ne s'est point débarrassé de l'individu - Trotsky pour lui "voler" plus commodément son programme et s'en attribuer les mérites au regard de la postérité, comme le voudrait une interprétation historique infantile, fondée sur le culte du "héros", positif ou négatif. Si, après avoir tué le Parti et l'Internationale, c'est-à-dire toute l'œuvre communiste d'octobre, la contre-révolution politique que, par commodité de langage, nous appelons "stalinienne", a dû suivre, en gros, certaines voies tracées par l'Opposition dans le domaine économique intérieur, c'est que celle-ci ne pouvait préconiser, à l'échelle de la Russie, que des mesures pré-socialistes et donc capitalistes. La nécessité historique s'est chargée de les imposer à la volonté hésitante de l'Etat national russe et à la conscience confuse de ses serviteurs staliniens. L'essentiel, encore une fois, est ailleurs, dans la lutte politique entre stalinisme et opposition de gauche à l'échelle internationale, chose que ne parviendront jamais à comprendre ceux qui persistent à juger la révolution russe selon le modèle des révolutions antérieures, nationales et bourgeoises.

économique russe, pour les raisons indiquées plus haut, exigeait le développement et non l'abolition de ces catégories fondamentales du capitalisme. Doit-on en conclure que la révolution d'Octobre, en tant que révolution socialiste, était condamnée d'avance ? Aucune-ment. Il faut seulement se souvenir que, si c'est le but du prolétariat de prendre le pouvoir dans toute révolution moderne, quel que soit son niveau de développement économique, il ne peut instaurer le socialisme que pour autant que la révolution gagnée dans un pays arriéré soit plus ou moins rapidement suivie d'une victoire identique dans les pays capitalistes déve-

loppés. C'est un fait historique que cette condition n'a pas été remplie en ce qui concerne la révolution d'Octobre et que, dès lors, le prolétariat russe ne pouvait, ni faire œuvre socialiste, ni conserver indéfiniment le pouvoir.

La difficulté, à ce propos, n'est pas d'identifier l'ennemi extérieur du socialisme russe encore à venir, mais de démasquer son ennemi intérieur, celui qui, finalement, et sans appui direct de l'étranger, devait venir à bout du pouvoir prolétarien et de son parti. Les Etats bourgeois capitalistes, s'ils parvenaient à briser l'élan révolutionnaire du prolétariat international, isolaient la révolution russe et, par là, rendaient impossible la transformation socialiste de son économie. Comme il était apparu bien vite qu'il fallait renoncer à toute expédition armée pour abattre le pouvoir soviétique, le capitalisme mondial dut bien se contenter, en un premier temps, de juguler les prolétaires qu'il contrôlait directement et de les empêcher d'imiter leurs frères russes. Mais il est bien évident que la "coexistence pacifique" aujourd'hui vantée par les renégats de Moscou n'a pu s'instaurer que lorsque les conquêtes et les objectifs finaux de la révolution d'Octobre furent intégralement liquidés. Pour élucider le processus de cette liquidation, nous disposons heureusement d'une arme plus efficace que celle que nous donnent les travaux des divers historiens : celle que nous a léguée Lénine, dont la critique vécut de l'exercice du pouvoir est souvent plus clairvoyante que celle du clairvoyant Trotsky.

Dans notre discussion de l'analyse trotskyste, les principaux points en litige, rappelons-le, résident dans la définition de la base sociale de la contre-révolution stalinienne et du caractère des rapports de production russes actuels. Deux questions en une seule : il s'agit de déterminer quel fonds social, en cas d'échec de la révolution européenne, pouvait, en Russie, fournir la principale force contre-révolutionnaire, le principal élément stabilisateur d'une société qui était à la fois incapable de revenir en-deça du capitalisme et d'aller au-delà. Cette base économique et sociale de la contre-révolution russe, Lénine fut amené à la définir par avance, sans aucun ambage et avec sa rudesse habituelle. « Dans notre pays — dit son texte "Sur l'impôt en nature" — le principal ennemi du socialisme c'est le caractère petit-bourgeois de l'économie et l'élément petit-bourgeois ». Il énumère ainsi les principaux régimes de l'économie sociale en Russie : 1° l'économie paysanne patriarcale naturelle ; 2° la petite production marchande (qui comprend « la plupart de ceux des paysans qui produisent du blé ») ; 3° le capitalisme privé ; 4° le capitalisme d'Etat ; 5° le socialisme. Ce "socialisme", notons-le, se réduit à la seule volonté d'organiser la production en vue de la future révolution communiste internationale : « Il ne s'est pas trouvé un seul communiste — souligne Lénine — pour nier que l'expression "République Socialiste Soviétique" signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser la transition au socialisme et non point qu'il reconnaisse le régime économique actuel pour un régime socialiste ».

Lénine examine ensuite les éléments économiques en lutte dans un passage qu'il nous faut ici intégralement citer : « La question se pose — écrit-il — Quels sont les éléments qui prédominent ? Il est évident que dans un pays de petite paysannerie, c'est l'élément petit-bourgeois qui prédomine et ne peut pas ne pas prédominer : la majorité, l'immense majorité du capitalisme d'Etat (monopole du blé, industrie et commerce privés contrôlés par l'Etat, ainsi que les coopératives bourgeoises) est souvent entamée tantôt ici, tantôt là, par des spéculateurs et c'est le blé qui est le principal objet de la spéculation ». « La lutte — continue Lénine — se développe surtout dans ce domaine. Entre qui la lutte est-elle engagée, pour employer la terminologie des catégories économi-

ques telles que le "capitalisme d'Etat" ? Entre le quatrième et le cinquième échelon, dans l'ordre où je les ai énumérés tout-à-l'heure ? Non évidemment. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est aux prises avec le socialisme ; c'est la petite-bourgeoisie plus le capitalisme privé qui luttent ensemble, de concert, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute immixtion, à tout recensement ou contrôle de l'Etat qu'ils soient de nature capitaliste ou socialiste ».

Ce passage contient en raccourci toute la politique économique des bolcheviks et toutes les difficultés qu'elle rencontre. En Russie, comme partout ailleurs, le socialisme exige un niveau moderne de développement des forces productives, donc l'industrialisation, la haute technique, à la campagne comme à la ville, donc la concentration entre les mains de l'Etat prolétarien de tous les surpluses éventuels de la production sur la consommation. En réalité, dans la Russie de la révolution, non seulement le produit est insuffisant, non seulement une grande partie s'en volatilise dans une kyrielle d'efforts isolés caractéristiques du bas niveau technique de l'agriculture russe, mais encore une autre partie est détournée par la couche parasite des spéculateurs. Lénine insiste sur ce dernier point : Le principal ennemi "intérieur", dit-il, c'est « le spéculateur, le commerçant accapareur, le saboteur du monopole ». « La spéculation — écrit-il encore — a pour base économique la couche sociale des petits propriétaires, si nombreux en Russie, ainsi que le capitalisme privé dont chaque bourgeois est un agent ». Il insiste : « Les millions de tentacules de cette hydre petite-bourgeoise enveloppent ici et là certaine catégorie d'ouvriers... la spéculation supplante le monopole de l'Etat et pénètre dans tous les pores de notre économie sociale ».

Ainsi, pour la Russie d'Octobre, c'est dans le vaste conglo-

mérat social vivant de la petite production que se trouve l'obstacle historique à toute démarche, même modeste, en direction du socialisme. C'est dans ce bas-fonds qu'il faut rechercher l'origine et les causes des futurs coups-de-main contre la politique du prolétariat et non dans le domaine abstrait des grands principes démocratiques bafoués. Non seulement ce fardeau social de la petite production archaïque, héritage de l'asiatique Russie, interdit la plus élémentaire rationalisation économique, mais encore rend impossible le fonctionnement des normes soviétiques initiales. Il est tout à la fois la cause de la paralysie économique, avec ses crises, ses famines, ses révoltes et la cause de la paralysie politique avec la bureaucratisme et la caporalisation du parti. Sans doute le schéma du développement, sur cette base, de la contre-révolution stalinienne n'est-il pas d'une simplicité rectiligne. Il est jalonné de contradictions et de tournants : Staline détruisant spéculateurs et koulaks, mais au prix d'une hécatombe effroyable de capital d'exercice (la Russie d'aujourd'hui ne s'est pas relevée du massacre accompli alors sur le cheptel), sans parler de la destruction de millions de vies humaines ; ou encore "collectivisant" le moujik, mais dans une forme coopérative hybride qui conjugue la gabegie bureaucratique et les taxes incurables de la petite production. Tableau aussi complexe qu'effroyable et sur lequel il nous faudra revenir dans notre prochain article. Mais, par contre, la stratégie sociale que recouvre cette ligne politique tortueuse est parfaitement claire. Elle se résume ainsi : capitulation devant l'ennemi extérieur de la révolution, par la formule du "socialisme en un seul pays", qui est pure et simple liquidation de la perspective internationaliste de Lénine ; pactisation avec l'ennemi intérieur, désormais "stabilisé" dans le kolkhoze, le tout sur le dos du prolétariat russe et du prolétariat international.

FRANCHISE ET POLITIQUE

Avec un beau cynisme, de Gaulle a tranquillement rappelé aux Polonais qu'il ne venait point pour la première fois dans leur « cher et noble pays », mais qu'il y avait déjà « servi dans sa jeunesse ». C'était en 1920. Les forces impérialistes du monde entier tentaient d'étouffer la jeune république soviétique et, après avoir fomenté, armé et équipé la contre-révolution intérieure, avaient établi le fameux "cordon sanitaire" autour de l'U.R.S.S. Il s'agissait avant tout d'empêcher l'extension de la révolution communiste et, si possible, d'écraser aussi le pouvoir révolutionnaire en Russie même. La Pologne, tout naturellement, jouait un grand rôle stratégique et le capitaine de Gaulle, membre de l'armée Weygand, fut un ardent soldat de l'anti-bolchevisme. N'était-il pas français et l'Etat français, Clémenceau en tête, ne se signalait-il pas par sa rage anti-communiste dans le concert européen des forces de conservation sociale ?

Qu'un de Gaulle, devenu à son tour chef de l'Etat français, tienne à rappeler aujourd'hui ces hauts faits d'armes, cela signifie qu'il continue aujourd'hui, sous d'autres formes, la même tâche qu'il avait si bien commencée alors. Mais qu'il puisse proclamer cela dans une capitale "socialiste", cela signifie aussi que la contre-révolution mondiale a mené à bien son œuvre de 1920, que son "cordon sanitaire" a tenu et que la révolution d'Octobre a succombé à son isolement. La contre-révolution intérieure des Staline a achevé l'œuvre de la bourgeoisie mondiale et transformé l'Etat soviétique en un partenaire des puissances capitalistes.

Voilà ce que dit de Gaulle dans son langage, en adversaire de classe déclaré du communisme. Que répondent les soi-disant "com-

munistes" ? L'Humanité du 11 septembre, rendant compte du voyage de de Gaulle, donne un bref aperçu de l'histoire récente de la Pologne, ou plutôt de ses malheurs. On y lit que « à Gliwice... un commando de détenus de droit commun qu'ils (les hitlériens) avaient habillés d'uniformes polonais, attaqua le siège de la radio... Le lendemain, le 1er septembre, les chars allemands se ruaient sur la Pologne ». Bien, mais il manque quelques "détails". Cela se passait à l'époque du pacte germano-soviétique, transformé par la suite en pacte d'amitié. Entre autres choses, ce pacte avait réglé le partage de la Pologne entre les deux alliés d'alors, et si les chars russes ne se ruèrent pas aussi sur la Pologne, ce 1er septembre, c'est qu'ils laisseraient hypocritement les chars allemands faire la sale besogne. L'armée russe n'en occupa pas moins, très peu de temps après, la partie de la Pologne qui avait été assignée à la Russie par le pacte.

Pour faire bonne mesure, Staline, fêtant en décembre 1939 son 60^e anniversaire, répondit aux félicitations d'Hitler en célébrant la fraternité d'armes des nazis et des fossoyeurs de la révolution d'Octobre : « L'amitié des peuples de l'Allemagne et de l'Union soviétique, cimentée par le sang, à toutes les raisons de durer ». (Il nous importe peu ici qu'il ait été mauvais prophète, mais il est bon d'ajouter que pour nous la fraternité d'armes avec les démocraties occidentales, U.S.A. en tête, ne fut pas plus honorable !)

Voilà pour les faits. Si le bourgeois conservateur sait parfois être franc, l'opportuniste "ouvrier", qui est son larbin, ne peut avoir qu'un langage de larbin : il ne sort jamais du mensonge malpropre, le mensonge par omission.

Le langage des faits contemporains

(Suite de la 1^{re} page)

Une fois de plus nous retrouvons dans notre vieil adversaire, le libéralisme et le réformisme, ces deux traits fondamentaux : la peur et la négation de la violence, l'ignorance des lois économiques et des antagonismes profonds de la société capitaliste. Nous, communistes, nous acceptons la dialectique de la violence, car nous avons reconnu depuis longtemps la dialectique révolutionnaire des contradictions inhérentes au régime capitaliste.

Alors que, plus de vingt ans après la seconde guerre mondiale, cette société déjà sénile continue à traîner son existence dans le sang, la fange et le massacre, nous pouvons rappeler à tous ceux qui s'étonnent, s'inquiètent ou désespèrent face à une telle fin la prévision, la condamnation et l'appel révolutionnaires que nous avons lancés dès le début de cette phase historique :

« Dans la phase impérialiste et fasciste du capitalisme, ce dernier se trouve devant la double nécessité de continuer à développer les forces productives et d'éviter qu'elles ne rompent l'équilibre de son organisation sociale. C'est pourquoi il est contraint de renoncer aux méthodes libérales et démocratiques, menant de pair la concentration dans de puissants organes étatiques de la vie économique d'une part, et de sa domination politique de l'autre... »

« Du point de vue théorique, on doit affirmer que ces formes plus strictes de la domination de classe du capitalisme constituent une phase nécessaire, plus évoluée et plus moderne, que le capitalisme parcourra pour arriver à la fin de son cycle et en épuiser les possibilités historiques. »

« Elle ne sont donc nullement une aggravation passagère des méthodes politiques et policières après laquelle on pourrait ou devrait retourner aux formes soi-disant libérales du passé. »

« Du point de vue tactique, il est faux et illusoire de prétendre que le prolétariat doit entreprendre une lutte pour pousser le capitalisme à revenir à des concessions libérales et démocratiques, car le climat de la démocratie politique n'est plus nécessaire à l'accroissement ultérieur des forces productives du capitalisme, prémisses indispensables de l'économie socialiste. »

« Dans la première phase révolutionnaire de la domination bourgeoise non seulement l'histoire posait cette question, mais celle-ci trouvait une solution dans une lutte parallèle du Tiers et du Quart Etat, l'alliance entre les deux classes étant une étape indispensable sur la route vers le socialisme. »

« Dans la phase évolutionniste et démocratique de la domination bourgeoise, on pouvait légitimement poser la question d'une action parallèle entre démocratie réformatrice et partis ouvriers socialistes. Si l'histoire a justifié la réponse négative de la gauche marxiste révolutionnaire, la droite révisionniste et réformatrice ne peut être considérée comme un mouvement conformiste avant la fatale dégénérescence de 1914-18. Si, en effet, elle croyait possible que la roue de l'histoire continuât à tourner à un rythme lent, elle ne tentait pas encore de la faire tourner en arrière. Il faut rendre cette justice aux Bebel, Jaurès et Turati. »

« Dans la phase actuelle de l'impérialisme le plus avide et des guerres mondiales les plus féroces, la question d'une action parallèle entre la classe prolétarienne et la démocratie bourgeoise ne se pose plus historiquement. Ceux qui soutiennent le contraire ne représentent plus une version, une tendance du mouvement ouvrier : ils ne font que dissimuler leur passage total au conformisme conservateur. »

« L'alternative qui se présente à nous aujourd'hui... est devenue tout autre : le développe-

ment et l'évolution du monde et du régime capitalistes se faisant dans un sens centraliste, totalitaire et "fasciste", le mouvement prolétarien ne devrait-il pas allier ses forces à ce mouvement, devenu le seul aspect réformatrice de la domination bourgeoise ? Ne peut-on pas espérer insérer la naissance du socialisme dans cette avance inexorable de l'étatisme capitaliste, en aidant à disperser les dernières résistances traditionnelles des libre-échangistes et des libéraux, bourgeois conformistes de la première manière ? Ou au contraire, le mouvement ouvrier, durement frappé et disloqué pour n'avoir pas été capable de réaliser son indépendance et de rejeter toute collaboration de classe dans la phase des deux guerres mondiales ne doit-il pas se reconstruire en rejetant une telle méthode en même temps que l'illusion que soit historiquement possible la réapparition d'une organisation pacifique de la bourgeoisie plus vulnérable à l'assaut des masses ou, pis, susceptible d'une pénétration légale, deux versions également dangereuses du défaitisme à l'égard de tout mouvement révolutionnaire ?

« La méthode dialectique du marxisme conduit à répondre négativement à cette question de l'alliance avec les formes bourgeoises modernes pour les mêmes raisons qui, hier, dans la phase démocratique et pacifiste de la domination bourgeoise, nous conduisirent à combattre l'alliance avec le réformisme. »

« Prémisses dialectiques du socialisme, le capitalisme n'a plus besoin d'aide, ni pour naître... ni pour croître. Dans sa phase moderne, il doit inévitablement concentrer son patrimoine économique et son appareil de domination politique en une unité monstrueuse. Son transformisme et son réformisme assurent son développement en même temps que sa conservation. »

« Le mouvement de la classe ouvrière n'évitera de succomber à sa domination qu'en quittant le terrain de l'appui aux phases même nécessaires au devenir capitaliste, qu'en réorganisant ses forces en dehors de ces perspectives périmées, qu'en se dégageant du poids des vieilles traditions et en dénonçant — avec, malheureusement, toute une époque historique de retard — son accord tactique avec toute espèce de réformisme... »

« En conclusion, le nouveau mouvement révolutionnaire du prolétariat à l'époque impérialiste et fasciste se fonde sur les directives suivantes :

« Négation de la perspective selon laquelle, après la défaite des puissances de l'Axe, une phase de retour général à la démocratie se serait ouverte. »

« Affirmation du fait que la fin de la guerre s'accompagne, dans les Etats vainqueurs, d'une fascisation des gouvernements bourgeois et de leurs méthodes, même et surtout si des partis réformatrices et travaillistes y sont au pouvoir. »

« Refus de présenter un retour, d'ailleurs illusoire, aux formes libérales comme une revendication intéressant la classe prolétarienne ». (Eléments d'Orientation marxiste, 1946. Traduction dans Programme Communiste, N. 27, avril-juin 1964).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1967

LISTE N° 8	
Gigi, 23 ;	Elio, 14 ; Soutien Jean, 12 ; Lucien, 10 ; René, 10 ; Louis, 2 ; Masi, 10 ; Charles, 5 ; Maurice, 5 ; Jules, 5 ; Joseph, 5 ; Thomas, 5 ; Bernard, 5 ; Guy, 2,80 ; Emile, 10 ; Etienne, 5 ; Pascal, 5 ; Gustave, 4 ; Local, 4 ; François 7 ; R. et R., 10 ; Gaston, 10 ; Marc, 10 ; Salut à Piccino, 10 ; Suzanne, 10 ; Robert, 5 ; Pierre, 5 ; Louis, 5 ; Armand, 5 ; X, 7.
Total liste N° 8	225,80 F
Total précédent	3.869,63 F
Total général	4.095,46 F